

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

Bulletin mensuel du groupe de travail Chine - Ligue française des droits de l'homme

N°24 - novembre 2007

SOMMAIRE

Libertés d'information et d'expression. *page 2*

Libertés individuelles. Démocratie. *pages 2 & 3*

L'appareil judiciaire et les avocats. *page 3&4*

Conflits ouvriers. Condition ouvrière. *pages 4&5*

Paysannat. *pages 5&6*

Mouvements populaires. *page 6*

Jeux Olympiques 2008 *page 6*

Minorités nationales. *page 7*

Hongkong, *page 7*

Informations diverses. *page 7*

Librairie sur Internet. *page 8*

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan).

Nous contacter :

communication@ldh-france.org en mentionnant en objet «Groupe Chine».

La répression frappe aussi la famille des militants

Il y a la loi et il y a sa mise en oeuvre, la façon dont s'en chargent la police ou les hommes de main recrutés pour briser les résistances ou pour exercer des pressions. En pleine violation du droit, lorsque la répression devient familiale, qu'on s'en prend aux proches des condamnés et qu'on les tourmente sans aucune autorisation légale. Les épouses sont les victimes toutes désignées de ces abus de droit, aussi nombreux que variés.

Citons quelques cas..

Contrôles et limitations des déplacements ; assignations à résidence sans autorisations légales. Zeng Jin-yan, avec son époux Hu Jia le militant défenseur des victimes du SIDA, depuis le 18 mai ; Yuan Weijing, épouse du juriste emprisonné Chen Guangcheng, à qui la police interdit même de se rendre chez un dentiste. Yuan Weijing avait été arrêtée le 24 août à l'aéroport, alors qu'elle partait pour les Philippines afin d'y recevoir un prix au nom de son mari.

Interdictions de visite des détenus. Très fréquentes. Par exemple, l'épouse du militant de l'environnement Wu Lihong, récemment condamné et Yuan Weijing.

Pertes d'emploi. Très nombreuses mais difficiles à repérer, puisque non motivées. On peut citer l'épouse de Qi Zhiyong, qui a perdu son travail en raison des activités militantes de son mari.

A quoi sert dans ces conditions que le Portugais José Socrates, président en exercice de l'Union européenne, se rende à Beijing pour y signer le 28 novembre, entre autres documents, une déclaration commune sur les droits de l'homme ? Une fois les paraphes apposés, suivront assurément force sourires arrosés de maotai, pour le plus grand réconfort des emprisonnés battus et de leurs proches qu'on ne cesse de tourmenter.

Quel intérêt trouver dans l'annonce par l'Agence France-Presse (22 novembre) que le président français aborderait la question des Droits de l'Homme avec ses interlocuteurs chinois si la télévision chinoise a strictement omis d'en parler pour ne retenir que le rejet français des indépendances de Taiwan et du Tibet. Les exemples américain et allemand montrent pourtant qu'on peut obtenir des contrats sans abandonner les principes.

Ce bulletin ne doit pas être reproduit à l'extérieur de la Ligue des Droits de l'Homme.

Liberté d'information et d'expression

27 nov.

Sortie de prison du cyberdissident Zhao Changqing, arrêté le 4 novembre 2002 pour « incitation à la subversion de l'Etat » et détenu depuis cette date. Il avait alors adressé une lettre ouverte au XVI^e congrès du parti communiste pour lui proposer de réhabiliter du 4 juin 1989 et d'organiser des élections démocratiques. Il est privé de droits politiques pour trois ans. Quarante-neuf cyberdissidents sont détenus aujourd'hui. (*Reporters sans frontières, 28 novembre*)

22 nov.

Les autorités ont à nouveau fermé le site d'information www.Shengzheng.cn de Shanghai qui dénonce fréquemment les malversations et délits des fonctionnaires de la ville. Il avait exposé les faits de corruption commis par l'ancien secrétaire du parti à Shanghai Cheng Liangyu (démis en septembre 2006) et par l'ancien responsable de la police et neveu de l'ancien président du parti Jiang Zemin, Wu Zhiming. Le site a fait l'objet de plusieurs décisions de fermeture. Ses animateurs ont tenté de contourner les interdictions en changeant de fournisseurs d'hébergement à plusieurs reprises. (*R.F.A., 22 novembre*)

12 nov.

Liu Jie, la militante du Heilongjiang à l'origine d'une lettre ouverte demandant des réformes démocratiques qui avait recueilli douze mille signatures, **a été condamnée à dix-huit mois de rééducation par le travail pour « trouble à l'ordre social en réunion »** (Cf bulletin d'octobre 2007). Elle dénonçait depuis dix ans la réquisition arbitraire de sa ferme par une exploitation agricole de Bei'an (Heilongjiang) (*China Rights Defenders, 13 novembre*)

10 nov.

Les autorités chinoises ont contraint à la fermeture le site China Development Brief (www.chinadevelopmentbrief.com), hébergé par un serveur britannique, en l'empêchant de fonctionner. Son responsable avait conduit des enquêtes non autorisées, notamment sur l'épidémie de SIDA et sur les résistances à la politique de l'enfant unique. En septembre, il fut interdit d'entrer sur le territoire chinois. (*Reporters sans frontières, 6 novembre*)

2 nov.

La cour de Wuxi a rejeté l'appel du militant de l'environnement Wu Lihong, condamné à trois ans de prison et à de grosses amendes pour fraude et extorsion de fonds. Wu s'était illustré par sa lutte contre la pollution du lac Taihu qui avait privé d'eau potable plusieurs millions de personnes cette année. Son épouse n'est pas autorisée à le rencontrer ; elle est suivie dans tous ses déplacements. (*South China Morning Post, 6 novembre*)

Libertés individuelles. Démocratie.

24 nov.

La mort de l'historien Bao Zunxin, le 28 octobre, **suscite une émotion qui gêne le pouvoir et le pousse à ces comportements quasi paranoïaques.** La police a perturbé ce jour une réunion publique en hommage à cet intellectuel dont les idées avaient influencé le mouvement démocratique de 1989. Bao avait été condamné en 1991 à cinq ans de prison pour « propagande incitant à la contre-révolution » et libéré sous caution après onze mois de détention. Des personnalités comme l'écrivain Liu Xiaobo, l'avocat Pu Zhiqiang ou le politologue Zhang Zuhua ont été assignées à résidence. Les autorités avaient autorisé des funérailles publiques le 3 novembre, à condition qu'il n'y soit fait aucune référence aux événements de Tiananmen. Les proches de Bao Zunxin, comme Hu Jia et son épouse Zeng Jinyan, ont été empêchés de se rendre aux obsèques. Le juriste Yu Meisun et le militant Qi Zhiyong ont été détenus quel-ques heures ; parvenue sur place, Liu Di, connue sous son nom cybernétique de « souris inoxydable » a été reconduite à son domicile. La police a saisi des documents biographiques préparés pour la cérémonie ; elle a forcé un photographe japonais à effacer ses clichés des obsèques. Le 2 novembre, le site d'information économique www.dajun.com.cn a été momentanément fermé pour avoir publié un article à la mémoire du défunt. (*China Rights Defenders, 24 novembre ; France Inter ; Aujourd'hui la Chine*)

24 nov.

L'avocat Mo Shaoping a déclaré que le militant des droits civiques Guo Feixiong, épuisé physiquement et moralement, ne ferait pas appel de sa condamnation à cinq ans de prison et 40.000 yuan d'amende, prononcée le 14 novembre par le tribunal du district

... suite en page 3

Tianhe de Guangzhou. En mai 2005, Guo Feixiong (ou Yang Maodong) avait été détenu quinze jours pour « trouble à l'ordre social en réunion », après avoir demandé le 4 mai l'autorisation de manifester contre la droite japonaise. En juillet suivant, sa participation aux manifestations paysannes du Guangdong – notamment dans le village de Taishi – avait conduit à son arrestation le 13 septembre 2005 à Panyu, dans cette même province du Guangdong. Il fut libéré en décembre, sans procès. Pour avoir apporté son soutien à l'avocat militant Gao Zhisheng, qui avait entamé une grève de la faim en août 2006, il fut de nouveau arrêté le 13 septembre de la même année, sous l'accusation cette fois de « commerce illégal », - en fait la publication de livre sur un scandale politique survenu à Shenyang (Liaoning). Mis en examen le 15 mai 2007, il comparut devant le tribunal le 9 juillet. Selon ses proches et sa famille, Guo Feixiong a subi de multiples tortures dans le cours de sa détention. (R.F.A., 24 novembre ; Minsheng GuanCha ; F.I.D.H. ; South China Morning Post)

22 nov.

Yuan Weijing, épouse du juriste aveugle Chen Guangcheng, a publié une lettre ouverte au chef de l'Etat Hu Jintao et au Premier ministre Wen Jiabao, où elle se plaint des mauvais traitements et des injustices que leur infligent les autorités de la province du Shandong. Cette lettre fait suite aux vaines démarches entreprises auprès de l'Association nationale des Handicapés et auprès de l'Association nationale des femmes. Yuan Weijing subit des restrictions outrancières et incessantes à sa liberté d'aller et de venir : assignations à résidence répétées, filature permanente de ses activités, interdiction de rendre visite à son époux et même de consulter un dentiste. (Radio Free Asia 23 novembre)

12 nov.

Un article du Minsheng GuanCha révèle que le **professeur Zhou Guanghong, de Shaoyang au Hunan a été condamné le 9 octobre à dix-huit mois de rééducation pour « trouble à l'ordre social en réunion ».** Zhou avait organisé une protestation collective sur Tiananmen le 18 août, avec une soixantaine d'enseignants ; ils y dénonçaient le licenciement abusif dans les années quatre-vingt-dix de quelque huit cents professeurs pour infraction au principe de l'enfant unique. Ils ont été immédiatement appréhendés par la police, reconduits au Hunan et placés en détention. (Minsheng GuanCha, 12 novembre)

9 nov.

Alors qu'il se rendait à l'hôpital pour y voir son épouse enceinte **Zeng Jinyan, le militant Hu Jia a été retenu au sortir de son domicile puis frappé au visage par des agences de la Sécurité intérieure.** Les agents l'ont suivi jusqu'à l'hôpital. (Boxun, 10 novembre)

8 nov.

En refusant de lui remettre les documents nécessaires, les autorités de la capitale interdisent au militant Qi Zhiyong de sortir du territoire pour se faire soigner. Ses amis et des membres de l'église souhaitent qu'il se rende à Hongkong pour s'y faire poser une prothèse (il a reçu une balle dans la jambe gauche le 4 juin 1989 lors des affrontements de Tiananmen et a dû être amputé). Il avait essuyé un premier refus le 30 avril. (C.R.D., 9 novembre)

L'appareil judiciaire et les avocats

23 nov.

Selon le président de la Cour populaire suprême Xiao Yang, le nombre des condamnations à mort avec sursis a dépassé pour la première fois en 2007 celui des condamnations suivies d'une exécution immédiate. Le magistrat n'a fourni aucun chiffre sur ces condamnations. Selon lui, désormais, la peine « n'est appliquée qu'à un petit nombre d'auteurs de crimes particulièrement graves ». (Agence Xinhua)

17 nov.

Selon le journal Fazhi ribao (Quotidien législatif), **les parquets ont corrigé 33.398 cas de détention provisoire hors délais légaux au cours des cinq dernières années.** Le nombre aurait fortement décru : de 25.000 cas en 2003 à 201 en 2006 ; et 47 seulement de janvier à septembre 2007. Dans la même période, 3.149 agents pénitenciers ont été condamnés pour corruption et autres délits professionnels. (B.B.C., 17 novembre)

8 nov.

La police du quartier de Zhabei à Shanghai a interrogé l'avocat Zheng Enchong pendant plus de sept heures. Zheng assiste le pétitionnaire Tong Guoqing dans la plainte qu'il a déposée contre l'ancien ministre de la police Zhou Yongkang. La plainte, jugée recevable

... suite en page 4

le 20 septembre par le deuxième tribunal de moyenne instance de Beijing, vient d'être rejetée le 5 novembre par ce même tribunal : entre temps, Zhou Yongkang est devenu membre du bureau politique du parti. La police s'efforce d'empêcher Zheng Enchong de parler aux médias étrangers. (R.F.A., 8 novembre)

Conflits ouvriers. Condition ouvrière

22 nov.

Trois cents ouvriers de la fabrique de tapis Fulai située à Heze (Shandong) ont bloqué l'entrée du tribunal de cette ville pour protester contre le jugement rendu à leur détriment. Au chômage depuis la faillite de l'entreprise, les ouvriers contestent la légalité de la vente de la firme à l'épouse d'un conseiller local de la Banque de Chine. Les ouvriers, qui manifestent depuis le 9 novembre, n'avaient pu obtenir d'audience auprès du président du tribunal, ce qui les a poussé à forcer la porte du bâtiment. Les policiers ont retenu les ouvriers au premier étage de l'immeuble. Blessée lors de l'affrontement, une employée fut dirigée en urgence sur l'hôpital de la ville.

L'accumulation des dettes de l'entreprise auprès de la Banque de Chine a poussé cette dernière à vendre les immeubles de l'entreprise à l'épouse d'un de ses conseillers juridiques. Cette dernière fit l'acquisition pour 600.000 yuan et revendit les immeubles sur le champ pour 800.000 yuan au Centre de soins gérontologiques de la ville. Les ouvriers demandent l'annulation de la vente. (Radio Free Asia, 23 novembre ; 64tianwang)

22 nov.

La police a dispersé une manifestation de victimes d'une arnaque « industrielle ». Dix mille paysans, qui avaient investi en pure perte leur épargne dans la société de produits pharmaceutiques Tianxi, avaient défilé le 20 novembre dans les rues de Shenyang (Liaoning), devant le siège de l'entreprise et tout autour des bâtiments du gouvernement local pour réclamer le paiement de milliards de yuan. Les autorités ont envoyé des milliers de policiers et bloqué les informations.

La société avait promis de gros rendements dans l'élevage de fourmis (supposées avoir des vertus aphrodisiaques) à ceux qui achèteraient ses équipements (vendus mille euros pièce). Puis elle cessa brusquement d'acheter les fourmis et refusa de payer les dividendes promis. Selon des rumeurs, la société serait en faillite et ses dirigeants auraient fui. (Radio Free Asia, 22 novembre ; Apple Daily)

22 nov.

Les ouvriers de l'usine de plastique n°12 de Chengdu (Sichuan) occupent l'usine depuis plus d'un mois. Ils s'opposent à la cession de la firme à des promoteurs immobiliers, vente déguisée en fusion-acquisition pour une valeur de deux millions de yuan. Les ouvriers estiment la valeur réelle à quarante millions. La première plainte auprès du Comité économique de la ville n'a pas abouti. La presse ne parvient pas à joindre au téléphone le directeur du Comité, qui raccroche sans répondre, comme s'il s'agissait d'une erreur de numéro. (R.F.A., 22 novembre ; 64tianwang)

22 nov.

Sept cents ouvriers de l'usine électronique Shixin à Tangxia, près de la ville de Dongguan (Guangdong) ont commencé une grève. La direction les a licenciés, prétextant un déménagement du site de production. Elle leur offre en compensation l'équivalent de quinze jours de salaire, à percevoir en janvier 2008. Le Code du travail prévoit une indemnité calculée sur la base des douze derniers mois, multipliée par les années d'ancienneté. (R.F.A., 23 novembre)

21 nov.

Les forces de l'ordre ont violemment dispersé une manifestation d'ouvriers aveugles qui cherchaient à se faire prendre en charge par le système municipal de sécurité sociale de Wuhan (Hubei). Quarante ou cinquante anciens employés d'une manufacture de quincaillerie semi-publique demandaient à être reçus par le maire. Une femme qui protestait a été rouée de coups. La mairie n'a pas voulu s'expliquer à ce sujet. (Radio Free Asia, 21 novembre)

... suite en page 5

18 nov.

Li Guohong, délégué des dix mille ouvriers licenciés du champ pétrolière de Puyang (Henan) a été condamné à dix-huit mois de rééducation, à l'issue de quinze jours de détention. Cette condamnation se réfère à des « troubles à l'ordre social ». Li Guohong avait essayé d'organiser un procès collectif mettant en cause les sociétés exploitantes pour rupture illégale du contrat de travail et pour déni de responsabilité en matière de chômage, de santé et de retraite. La police a confisqué des biens personnels et son ordinateur. (R.F.A., 18 novembre ; 64tianwang)

17 nov.

Un millier de retraités de Chongqing (au sein de la province du Sichuan) organisent une pétition collective pour défendre leurs droits à la retraite. Licenciés d'entreprises d'Etat dans les années 90 après souvent trente années de salariat, ils ne jouissent d'aucune couverture sociale ; la municipalité affirme en effet que passé cinquante ans, toute personne ne disposant pas de cette couverture n'y peut plus prétendre. Le site de défense des droits civiques 64tianwang a reçu plus de mille plaintes à ce sujet. Une pétition collective est en préparation. (64tianwang)

13 nov.

Une vague de licenciements précède l'entrée en vigueur du nouveau Code du travail, en janvier 2008. Deux cents mineurs de la plus grande entreprise charbonnière du pays, le Xishan Coal Electricity Group (Shanxi), viennent d'apprendre qu'il est mis fin à leur contrat. Deux mille des salariés de la même entreprise ont appris leur licenciement dans les quatre derniers mois.

Le nouveau texte apporte en effet quelques contraintes que les employeurs rejettent ; il affirme le droit à un contrat à durée indéterminée pour tout salarié ayant travaillé plus de dix ans dans une entreprise ou ayant contracté deux contrats à durée déterminée avec un même employeur. C'est pourquoi de nombreuses sociétés prennent des décisions semblables à celle du groupe charbonnier.

- Trois mille employés de la Banque de Chine au Sichuan (soit plus de 50% du personnel total) ont appris le 6 novembre que la direction allait les licencier en décembre et qu'ils ne pourraient être réembauchés que par le biais de société d'intérim. Certains ont près de vingt ans d'ancienneté dans la société.
- 7.000 employés du groupe Huawei avaient démissionné en octobre pour être repris en C.D.D.
- Walmart a récemment annoncé la suppression de 15% de ses effectifs dans les centres d'achat
- La société L.G. a procédé en juin à un licenciement massif de ses employés qui avaient de cinq à neuf ans d'ancienneté.
- Le Wuhan Pharmaceutical Group et la distillerie Jiannanchun du Sichuan ont pris des décisions qui relèvent de la même logique et qui ont suscité des conflits du travail à ce jour non résolus (china-cbn.com 19 novembre ; Minsheng GuanCha ; R.F.A.)

8 nov.

Une fuite de gaz a fait trente-deux morts et trois disparus dans la mine Qunli du district de Nayong (Guizhou). (Agence Xinhua)

Paysannat

8 nov.

Quelque cinq cents agents publics et policiers ont attaqué des villageois de Qianjin, agglomération de Wenjiang, près de Chengdu (Sichuan) faisant une dizaine de blessés – dont deux graves – et arrêtant une cinquantaine de paysans. Les villageois avaient entrepris de labourer 264 hectares de leurs terres que le gouvernement avait réquisitionnés en offrant cent yuan (dix euros) par foyer. (R.F.A., 8 novembre)

5 nov.

Deux mille paysans de Dongzhou, près de Shanmei (Guangdong) ont affronté la police et mis le feu à des véhicules. Ils veulent empêcher la construction d'un site de transport d'énergie lié à une centrale en construction. Le conflit remonte à 2005, à un refus de réquisition de terres et à des affrontements qui avaient coûté la vie à deux villageois en décembre de cette année. L'opposition des villageois bloque entièrement le chantier et enlève toute utilité à la centrale, dont la construction est pratiquement achevée. (Pingguo jihpao, 7 novembre)

... suite en page 6

3 nov.

Les villageois de Shixia, agglomération de Xunliao, district de Huidong (Guangdong) **refusent les réquisitions de terrains et protestent contre l'insuffisance des compensations offertes par les autorités locales (9.000 yuan par mu)**. Celles-ci ont requis le 1er novembre cinq cents policiers qui ont interdit aux paysans de quitter le village et aux autres personnes de s'y rendre. Les terrains réquisitionnés représentent les trois quarts de la superficie du village. Les paysans affirment que les prix de revente des terrains sont le sextuple de l'indemnité qu'on leur propose. (*Ming Pao, 4 novembre*)

Mouvements populaires

19 nov.

Des milliers de manifestants ont affronté la police anti-émeute dans la ville de Huzhou (Zhejiang). Ils ont détérioré cinq voitures de police. Une cinquantaine d'entre eux ont été blessés. Il y eut une vingtaine d'arrestations. Ces affrontements ont suivi un contrôle de police effectué la veille sur un motard qui accompagnait un de ses amis sans casque de protection. Pris de panique, le motard s'est enfui et est tombé dans la rivière, où il s'est noyé dans l'indifférence policière. La nouvelle de son décès s'est répandue dans la ville et a provoqué immédiatement des rassemblements sur le lieu de l'accident et les bagarres n'ont pas tardé à éclater. (*Zhong Yangshe, 19 novembre ; Centre d'information pour les droits de l'homme et la démocratie*)

7 nov.

Plus de dix mille personnes se sont rendues à la mairie et au local de la police de Caibai, agglomération de Yibing (Sichuan), **après le décès d'un commerçant frappé à mort lors de sa détention**. Cette arrestation suivait un contrôle sanitaire exercé sur le marché local qui avait débouché sur des altercations entre petits commerçants et fonctionnaires municipaux ; quatre cents policiers étaient alors arrivés pour boucler le secteur et chasser les manifestants. Les autorités ont confisqué les documents établis par les médias venus sur place et pris en main le réseau internet local. (*C.R.D., 11 novembre*)

5 nov.

Manifestation de deux milliers de villageois de Xinyi et Chengjia, district de Jidong, près de Jixi (Heilongjiang), contre la réquisition de leurs terres et la faiblesse de l'indemnité versée (75 centimes de yuan par m²). Les terrains doivent servir à la construction d'un aéroport. La police a fait plusieurs blessés en dispersant les villageois. Elle a arrêté les deux époux Yang Changjiang, à l'initiative du mouvement, ainsi que trois de leurs camarades. (*Radio Free Asia, 8 novembre*)

Jeux Olympiques 2008

29 nov

Reporters Sans Frontières a adressé au président du Comité international olympique Jacques Rogge une longue lettre où l'organisation exprime ses inquiétudes « sur la manière dont les autorités préparent l'arrivée de dizaines de milliers de professionnels des médias étrangers » pour les J.O. de Beijing. En fin de ce texte long et bien documenté, R.S.F. presse J.Rogge de sortir de son silence persistant et affirme : un renoncement « sur ce point crucial serait un échec historique dans l'histoire du mouvement olympique ». Voir l'ensemble du texte sur le site www.rsf.org/article.php3?id_article=24563

16 nov.

Le responsable de la Sécurité pour la période des Jeux olympiques, Liu Shaowu, estime que toutes manifestations religieuses ou politiques, sur les sites des Jeux comme en d'autres endroits de la capitale, seraient contraires à la Charte olympique et, comme telles, seront interdites et réprimées.

Il ajoute, dans un rhétorique tautologique : « Les manifestations légales, tenues dans les conditions légales, seront autorisées, même si elles critiquent certaines des mesures de sécurité que nous avons prises ». Il faut préciser que les manifestations légales sont celles qui ont été annoncées par avance et qui ont reçu une autorisation officielle. (*Agence Kyodo, 16 novembre*)

12 nov.

Le C.P.J. exprime son inquiétude devant la constitution de bases de données concernant les journalistes accrédités pour les J.O. Huit mille journalistes seraient déjà répertoriés. Les autorités justifient ces mesures par leur volonté d'écarter les « faux journalistes » et les « fausses publications ». Pour le C.P.J., la Chine ne respecte pas ses engagements d'autoriser une couverture de presse libre et sans entraves. (*Comité de protection des journalistes, 12 novembre*)

Minorités nationales

29 nov.

La ville de Paingar au Tibet reste fermée depuis le 21 novembre après les incidents survenus la semaine précédente. Une rixe survenue entre trois moines et un marchand avait conduit à l'arrestation des trois tibétains. Six cents Tibétains se sont alors massés devant le bâtiment de la Sécurité pour protester contre ce qui leur apparaissait comme une injustice et pour demander la mise en liberté des moines. Le refus officiel les amena à affronter les forces de police. Un renfort de huit cents hommes est venu secourir ces dernières et supprimer tous contacts avec l'extérieur. (*Ming Pao, 26 novembre*)

20 nov.

Un tribunal de Kardze (Sichuan) a condamné trois Tibétains à des peines de prison pour avoir expédié à l'étranger des photos de manifestations survenues début d'août, sous le chef « d'espionnage au profit d'organisations étrangères, mettant en danger la sécurité de l'Etat ». Le moine Adak Lupoe est condamné à dix ans de prison et le musicien et enseignant Kunkhyen, à neuf ans. Le troisième Tibétain, Jarib Lothog, qui avait aidé à expédier les clichés a été condamné à trois ans de prison. Certaines des photos avaient été utilisées par des associations de Tibétains ou par des groupes soutenant leur cause.

Pour avoir pris l'initiative de la réunion du 1er août (festival du cheval), Runggye Adak a été condamné le même jour à huit ans de prison pour « activisme séparatiste » en raison d'un discours où il aurait soutenu l'idée d'un retour au Tibet du Dalai Lama. Ses discours auraient amené la population à faire le siège des bâtiments administratifs locaux. (*Reporters sans frontières, 21 novembre ; Agence Xinhua*)

11 nov.

La Cour populaire de Kashgar a condamné à mort cinq Ouïghours, dont deux avec deux ans de suspension d'exécution et un sixième à la prison à vie. Les chefs d'accusation étaient : séparatisme, organisation d'un groupe terroriste et fabrication d'explosifs. Les six hommes avaient été capturés avec onze autres au mois de janvier sur les plateaux du Pamir ; dix-huit autres avaient été tués dans l'affrontement, outre un policier. Les condamnés auraient appartenu à l'East Turkestan Islamic Party, prétendument lié à Al Qaida. (*South China Morning Post, 12 novembre*)

Hongkong

26 nov.

Le démocrate de Hongkong Szeto Wah (76 ans) a comparu devant un tribunal de l'ancienne colonie britannique pour avoir, la veille, utilisé des équipements radio non autorisés lors d'une émission de la Radio des Citoyens. Szeto Wah préside « l'Alliance de Hongkong pour le soutien aux mouvements démocratiques patriotiques de Chine ». Plusieurs personnalités, dont le président du parti démocrate, l'avocat Albert Ho Chun-yan – qui défend Szeto Wah –, ainsi que la Fédération des étudiants, sont venues lui apporter leur soutien. Dans ses interventions radiophoniques, le militant avait à plusieurs reprises parlé du massacre de Tianamen de 1989. (*South China Morning Post, 27 novembre*)

Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les tensions de la société chinoise).

30 nov. Le Tibet a reçu 3,72 millions de touristes dans les dix premiers mois de 2007, soit 64% de plus que l'année précédente. (*Agence Xinhua*)

27 nov. Selon un plan quinquennal 2006-2010 publié en cours de semaine, deux cents mille Pékinois du centre ville devront quitter la capitale, officiellement pour préserver le capital culturel de la ville. Un ancien chef de l'office d'urbanisme, Liu Xiaoshi, redoute que l'opération serve moins les intérêts des résidents que ceux des promoteurs et affirme que sauvegarder l'héritage culturel de Beijing implique d'en préserver l'atmosphère et les communautés de quartiers. Ces craintes se fondent sur les nombreuses démolitions forcées opérées récemment dans les quartiers anciens. (*South China Morning Post*)

17 nov. Les maladies pulmonaires obstructives (bronchite chronique, emphysème et autres affections chroniques) tuent chaque année 1,28 million de personnes. Elles affectent 38 millions de Chinois – Hongkong et Taiwan non compris. (*Agence Xinhua*)

LIBRAIRIE SUR INTERNET

- **Rapport spécial du Comité de protection des Journalistes sur les entraves à la liberté de la presse**, à l'approche des Jeux Olympiques (en anglais août 2007) : *Falling Short, As she 2008 Olympics Approach, China Falts on Press Freedom*. Téléchargeable sur www.cpj.org/Briefings/2007/Fal-ling_Short/China/index.html
- Sortie annoncée du livre **L'ENVERS DES MEDAILLES, J.O. de Pékin 2008**. *Editions Bleu de Chine 2008*

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Informations, Chinese Human Rights Defenders, Confédération internationale des syndicats libres, Dajiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Guancha, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, I.F.E.X. (Echange international de la liberté d'expression), Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Ming Pao, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, South China Morning Post, The Standard, Wen Wei Po.

POUR NOUS CONTACTER, écrire à :

communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».